

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 28/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NOVACYL**

Usine de Saint-Fons Chimie  
Rue Prosper Monnet - BP53  
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-2024-024-ALG  
Code AIOT : 0006112348

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement NOVACYL implanté Usine de Saint-Fons Chimie Rue Prosper Monnet - BP53 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 05/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVACYL
- Usine de Saint-Fons Chimie Rue Prosper Monnet - BP53 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006112348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société NOVACYL, dont la désignation commerciale est SEQENS, exploite à Saint-Fons (Rhône) une unité de fabrication d'aspirine. Cette unité est implantée au sein de la plateforme du groupe

SYENSQO. Le site est classé Seveso seuil bas au titre de la nomenclature des installations classées et relève également de la directive IED relative aux émissions industrielles. Son fonctionnement est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2015 modifié.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Plans d'urgence
- Risque toxique

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | POI               | AP de Mise en Demeure du 17/05/2023, article 1                   | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 3  | POI               | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 5 – article 5.c | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                        | Autre information        |
|----|-------------------|--|--------------------------|
| 1  | POI               | AP de Mise en Demeure du 17/05/2023, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 4  | POI               | AP de Mise en Demeure du 17/05/2023, article 1 | Sans objet               |
| 5  | POI               | AP de Mise en Demeure du 17/05/2023, article 1 | Sans objet               |
| 6  | POI               | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5    | Sans objet               |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 21/02/2024 visait à évaluer le respect de la mise en demeure du 17/05/2023. Les conclusions des inspectrices sur ce point sont que l'exploitant a convenablement pris en compte les prescriptions de l'arrêté préfectoral. Elles recommandent que la procédure engagée à son encontre ne soit pas poursuivie.

Elles ont toutefois relevé des écarts, en marge des exigences de la mise en demeure, qu'il convient de corriger. Notamment, l'exploitant devra mettre à jour rapidement la liste des entités potentiellement touchées en cas d'accident, ainsi que leurs coordonnées, et prendre les dispositions pour que ces informations soient tenues à jour. Des actions correctives sont attendues sur la rétention des cuves d'acide acétique, ainsi que des mises à jour documentaires.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/05/2023, article 1 |
|---|

|   |
|---|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Phénomènes dangereux   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est mis en demeure de présenter un tableau des phénomènes dangereux agrégés retenus pour les POI, PPI et la maîtrise d'urbanisme. Ce tableau sera exhaustif et comportera les distances d'effets et les probabilités, ainsi que les distances aux limites du site, et aux limites de la plateforme SEVESO SAINT FONTS. Ce tableau fera référence pour le PPI et la maîtrise d'urbanisme. L'exploitant comparera ces risques à ceux identifiés dans la précédente étude des dangers et ceux pris en compte dans la maîtrise de l'urbanisme.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les inspectrices ont consulté le POI en vigueur. Certains chapitres sont mutualisés au niveau de la plate-forme formée par Novacyl et Syensqo. Le chapitre 6 est spécifique aux installations de Novacyl. La version en vigueur, référencée SE02SE001 du 07/04/23, comporte un tableau des phénomènes dangereux. Il présente pour chaque phénomène dangereux ses distances d'effet, les distances de l'origine du phénomène aux limites de propriétés de Novacyl et aux limites de la plateforme. Il identifie les phénomènes retenus dans le POI, le PPI et pour les mesures d'urbanisme. Le tableau mentionne également les mesures de maîtrises des risques, les équipements de sécurité ainsi que les données considérées pour le dimensionnement des phénomènes.</p> <p>Les inspectrices ont vérifié que ce tableau reprenait bien les phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de danger de l'établissement. La comparaison a été effectuée par sondage avec le tableau des phénomènes dangereux du rapport n°87056/A ind.0. Pour les scénarios n°3 « rupture du R820 par explosion interne » et n°17 « évaporation d'un nuage d'acide acétique », les informations sont cohérentes et n'appellent pas de remarque.</p> <p>Dans la révision de son POI, l'exploitant a retenu une stratégie de gestion pour chacun des phénomènes dangereux identifiés et non une gestion basée sur des phénomènes majorants, comme c'était le cas dans la version précédente du POI.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure   |

## N° 2 : POI

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/05/2023, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Phénomènes dangereux   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est mis en demeure de présenter, pour l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans le tableau prévu ci-dessus, une description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; Cette présentation pourra, par exemple, prendre la forme d'une fiche de synthèse par phénomène dangereux rassemblant l'ensemble des mesures à prendre en cas de survenu du phénomène.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Pour chaque phénomène dangereux, l'exploitant a établi une fiche POI. Les inspectrices ont consulté la fiche du phénomène n°11 « Explosion de poussières (...) dans le R400.80 », version 01.</p>   |

La fiche présente la localisation et la nature du danger, le type et les distances d'effet du phénomène, la stratégie d'intervention comprenant les moyens d'intervention, équipement et ressources disponibles, et les actions de mises en sécurité des personnes.

Lorsqu'un équipement est concerné par plusieurs phénomènes dangereux ayant les même types d'effet, l'exploitant a regroupé ces phénomènes dans une même fiche d'intervention, ce qui est recevable.

Les inspectrices ont consulté la fiche du phénomène n°17 « Evaporation d'acide acétique depuis la cuvette de rétention suite à une perte de confinement ». La stratégie d'intervention est de recouvrir la cuvette de rétention de mousse afin de limiter l'évaporation d'acide. L'exploitant a indiqué que cette mousse n'est pas stockée à demeure mais fabriquée in situ par mélange d'eau et d'émulseur. Ce dernier sera apporté sur place par les équipes d'intervention. Toutefois, les inspectrices ont relevé que la fiche POI est incomplète sur ce point car elle ne mentionne que l'alimentation en eau des déversoirs de mousse. Ce point fait l'objet de la demande n°1 ci-dessous.

Les inspectrices se sont rendues à proximité des installations concernées par les fiches n°11 et 17. Elles ont noté que le plan des moyens d'intervention disponibles de la fiche n°11 représente l'hydrant n°11819 à l'extérieur des limites de la plateforme alors qu'il est à l'intérieur du périmètre. Ce point fait l'objet de la demande n°2.

Elles ont observé la présence de plusieurs centimètres de liquide incolore et inodore dans la cuvette de rétention des réservoirs R830.00 et R840.00. Selon l'exploitant, il s'agit d'eau de pluie. Les inspectrices considèrent que le volume de liquide présent dans la rétention correspond à plusieurs jours de précipitations. Ce point fait l'objet de la demande n°3.

Enfin, les inspectrices ont relevé qu'une partie de la tuyauterie d'alimentation des diffuseurs de mousse de la cuvette précitée était fortement corrodée. Le tronçon concerné est une portion horizontale située à une dizaine de centimètre du fond de la cuvette, à l'angle Nord-Est. Il s'agit d'une portion commune aux deux diffuseurs. Le jour de l'inspection, il était aux  $\frac{3}{4}$  immergé dans le liquide évoqué ci-dessus. Ce point fait l'objet de la demande n°4.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1 : l'exploitant doit réviser la fiche du phénomène dangereux n°17 afin d'ajouter les informations relatives à l'émulseur mis en œuvre dans sa stratégie d'intervention.**

**Demande n°2 : l'exploitant doit corriger le positionnement de l'hydrant n°11819 dans le plan des moyens d'intervention de la fiche du phénomène dangereux n°11.**

**Demande n°3 : l'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour maintenir ses rétentions vides afin d'en conserver le volume disponible.**

**Demande n°4 : l'exploitant doit réaliser l'inspection de la tuyauterie d'alimentation des diffuseurs de mousse de la cuvette de rétention des réservoirs R830.00 et R840.00 et effectuer les remises en état nécessaires.**

|   |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites              |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2mois                       |

#### N° 3 : POI

|   |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 5 – article 5.c  |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité des personnes  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche du phénomène dangereux n°17 fait apparaître la zone à l'intérieur de laquelle les personnes pourraient être potentiellement touchées par des effets toxiques irréversibles en cas d'accident. Les inspectrices ont noté qu'une entreprise voisine, dénommée Socabel, était dans ce périmètre. Le phénomène dangereux en question étant à cinétique rapide, il convient de prendre les mesures adaptées pour les personnes présentes dans cette entreprise le plus rapidement possible. L'exploitant a indiqué que les fiches 703 et 704 du POI recensent les coordonnées des différentes entités à contacter en cas d'accident. La fiche 703 recense les « établissements industriels voisins » et la fiche 704 les différents « établissements, organismes et services publics ». Or les inspectrices ont constaté que le nom de cette entreprise ne figure dans aucune des deux fiches.</p> <p>Postérieurement à l'inspection, les inspectrices ont constaté que plusieurs des sociétés concernées par les effets toxiques irréversibles potentiels du phénomène dangereux n°17 n'étaient pas référencées dans les fiches d'alerte du POI.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°5 : <u>au plus vite et sous un mois maximum</u>, l'exploitant doit mettre à jour des fiches d'alerte de son POI afin que toutes les sociétés dont les personnels seraient potentiellement touchés par les effets toxiques des différents phénomènes dangereux, figurant dans son POI, y soient référencées.</b></p> <p><b>Demande n°6 : l'exploitant doit mettre en place l'organisation nécessaire pour que ces informations soient tenues à jour.</b></p>   |
| Type de suites proposées : Avec suites  |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective   |
| Proposition de délais : 1mois   |

#### N° 4 : POI

|  |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/05/2023, article 1 |
|--|

|  |
|--|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Phénomènes dangereux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant est mis en demeure d'établir une procédure précisant les mesures concernant la communication d'informations plus détaillées sur l'événement au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Les inspectrices ont consulté la fiche 516 « cellule relations intérieurs et extérieures » du POI en vigueur. Elles ont noté que celle-ci avait été complétée par une consigne relative à la transmission d'informations : « sur évolution notable du sinistre (...) les autorités sont tenues informées ». |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 5 : POI

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/05/2023, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Phénomènes dangereux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant est mis en demeure d'établir une procédure précisant les dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Les inspectrices ont consulté la fiche 413 « Mise en œuvre de la phase 3 » relative à l'intervention de secours extérieurs, du POI en vigueur. Elles ont noté que celle-ci avait été complétée par une consigne indiquant que les services d'urgence externe devaient être « accueillis au poste de garde puis guidés au PCEx (poste de commandement exploitant) ».<br>Les inspectrices se sont rendues au PCEx. Elles ont constaté que le POI qui s'y trouvait était au dernier indice approuvé. Par sondage, elles ont vérifié que les informations visant à faciliter leur intervention, comme les plans, les fiches d'intervention mentionnées précédemment notamment, y étaient présentes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 6 : POI

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a indiqué que la version révisée de son POI n'a pas encore été testé par le biais d'un exercice. Il a communiqué la date à laquelle un exercice dont le scénario impliquera les  |

installations de Novacyl était prévu. Celle-ci, au printemps 2024, n'appelle pas de remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite